

# Les oppositions travaillent quand ?

écrit par Gilles La Carbona | 3 février 2024



Source de l'image  
[https://www.20minutes.fr/politique/assemblee\\_nationale/4073831-20240131-attal-assemblee-eric-ciotti-leve-brievement-accueillir-premier-ministre](https://www.20minutes.fr/politique/assemblee_nationale/4073831-20240131-attal-assemblee-eric-ciotti-leve-brievement-accueillir-premier-ministre)

**« La bêtise insiste toujours »,** écrivait Camus. **Que dirait-il à l'endroit de nos politiques et du Président des LR ? Ciotti refait parler de lui.** Floué sur la loi immigration, le revoilà sonnait la charge pour défendre nos agriculteurs, la main sur le cœur. Il a tout compris, le problème c'est le revenu, donc il propose de ponctionner l'AME (aide médicale d'État), pour assurer un revenu minimum de 1500 euros à nos paysans. Borne lui avait promis, par courrier, de réformer cette aide. C'était l'accord pour ne pas faire tomber le gouvernement. Fort de cette promesse, il s'est donc empressé de réclamer son dû. Attal vient de lui faire savoir que ce serait par voie réglementaire. Il espérait une loi, un vote, pour caracoler devant les micros et dire que c'était grâce à lui, c'est encore raté.

**Il ne cesse de se faire rouler dans la farine, mais il persiste à sauver Macron, à croire ce qu'il dit et pire, ce qu'il écrit.** Les LR ont le mérite de la constance dans la naïveté, plus ils se font rouler, plus ils en redemandent. Ciotti estime l'enveloppe à 2 milliards, or un récent rapport l'évalue à 1,2. Le compte n'y est pas.

**L'humiliation n'étant pas suffisante, le brave homme s'est fait recadrer par les agriculteurs eux-mêmes, qui ne veulent plus d'aides, mais vivre de leur travail.** Pour s'expliquer, paraître plus clair, il a cru bon de nous gratifier sur France 2 d'une de ses formules dont il a le secret. Ce transfert d'argent selon sa logique, n'est pas une allocation supplémentaire, mais un plus pour parvenir à ce que *« le cumul de tous les dispositifs fasse que l'on relève le revenu des agriculteurs »*. Par « dispositif » qu'entend-il ? Des moyens de contourner la législation imposée par l'Europe ? Diable, qu'il nous explique ce tour de force,

qu'il nous donne cette solution miracle, car ignore-t-il que faisant partie de l'UE, ce détail implique qu'il doit se plier à ses règles. **Princesse Ursula vient de le dire, le Mercosur, qui n'est pas abandonné, mais différé, s'appliquera à tous.** Comment Ciotti compte-t-il lutter contre les produits qui vont arriver d'Amérique du Sud, de Nouvelle-Zélande ? Comment sauvera-t-il la filière volailles françaises condamnées d'avance par l'UE, s'il ne peut s'affranchir des obligations de Bruxelles ? C'est donc bien d'aides et de subventions dont il parle.

On tourne en rond, les mêmes recettes conduisent aux mêmes effets. **Les LR sont comme d'autres, englués dans l'éternelle routine d'une soumission européenne qui n'en finit pas de liquider nos nations, nos façons de vivre, nos industries et nos agricultures.** Ils se drapent dans un silence de circonstance, tremblant de peur, craignant les sanctions et le chaos, alors qu'en se taisant ils le construisent patiemment. L'omerta est de mise, ils en sont restés au mirage de l'Eldorado européen et rien ne pourra les faire changer d'avis, sauf le peuple peut être, à condition qu'il veuille bien lui aussi désigner le responsable et cesse de se cacher derrière des formules vagues, imprécises, laissant à d'autres le soin de lire entre les lignes.

**Comme pour l'immigration, Ciotti se berce de l'illusion de pouvoir fixer tout seul ses règles. Mais qu'il écoute donc Attal, il l'a dit clairement, c'est Bruxelles qui décide.** L'unique latitude dont il dispose, c'est de renverser Attal, ou même de destituer Macron. Mais ce n'est toujours pas à l'ordre du jour. Plusieurs motions seront discutées, mais grâce à Dieu, les LR n'y participeront pas. Quant aux autres partis, chacun la sienne pour rester dans l'idéologie stérile qui mène les Français à comprendre qu'il va falloir se passer d'eux pour changer les choses. Nous arrivons à l'épilogue de la comédie. Il n'est plus possible d'éviter le sujet sans paraître déconnecté, ou furieusement dément.

**Macron assume sans complexe sa destruction de la nation. Depuis la Suède, il nargue les agriculteurs et les Français en général.**

Le maintenir au pouvoir est à présent criminel et monsieur Ciotti le sait, forcément, s'il l'ignore, la rue ne cesse de le lui marteler. Cependant rien ne change. Macron n'écoute pas les Français. Le gouvernement ne fait pas mieux, les élus, les LR en particulier, se moquent de sa souffrance de sa colère, on l'a vu pour les retraites, et on le constate encore maintenant. Le seul bémol c'est que les LR se disent cette fois solidaires, oui, mais sans franchir le Rubicon et remettre en question l'appartenance à l'Europe. Ce n'est donc que du mauvais et dangereux théâtre.

**Persister à être sourd, tourner le dos aux cris de désespoir des Français ne peut mener qu'à une dislocation violente de la société.** Les colères et les rancoeurs s'accumulent, se superposent, faisant grossir l'exaspération. **Il risque d'y avoir un moment où, ayant ignoré par calcul politique toutes les formes démocratiques qui permettraient de régler la crise institutionnelle qui agite notre pays depuis des années, il ne restera plus que l'affrontement direct.** En ont-ils conscience ? Les élus osent augmenter leurs frais de représentation d'une somme équivalente pour certains, à un mois de pension. Ils ont un montant de frais qui est plus important qu'un salaire de cadre et avec aplomb et audace, ils clament que c'est justifié.

L'inactivation des moyens légaux pour changer de régime n'est-il pas un risque, voire une faute ? Si les oppositions veulent garder ce nom et tenter de maîtriser le cours des choses, elles doivent provoquer la chute d'Attal, ou destituer Macron. Un acte fort et concret est nécessaire. Des motions de censure vont être déposées, nous les suivront avec attention.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi

de la vie parlementaire

□